



3^e assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie

Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, a participé le 31 janvier 2009 à Sofia, à la 3^e assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie.

L'intérêt porté par le ministre de la justice sur les huissiers de justice privés

C'est dans les salons de l'hôtel Sheraton à Sofia que s'est ouverte la 3^e assemblée générale des huissiers de justice libéraux de Bulgarie. La plupart des 163 confrères que compte l'actuel corps des huissiers de justice bulgares avaient pris place parmi l'assistance qui comportait aussi des personnalités de haut rang parmi lesquelles, Mme Sabrie Sapundjeyeva, vice ministre de la justice, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Nelly Masanska, inspecteur chef du ministère de la justice, représentant la ministre de la justice, Semeon Chanachev, vice président de la Cour suprême de Bulgarie et Dimitav Tanev, président de la Chambre nationale des notaires. Parmi les invités on notait encore la présence de Eric Vincken, project manager du Center for International Legal Cooperation (CILC) et de Jos Uithehaag, premier questeur du Comité de l'UIHJ.

Dans son message, au nom du ministre de la justice, Nelly Madanska devait mettre l'accent sur l'intérêt que portait la ministre sur l'huissier de justice privé. Il faut, en effet, rappeler que la Bulgarie détient cette particularité de compter deux corps d'huissiers de justice concurrents. L'un libéral, l'autre fonctionnaire. Tous deux exercent les mêmes fonctions avec les mêmes tarifs sauf à considérer que le tarif des huissiers de justice libéraux est assujéti à la TVA. Ce qui n'est pas le cas de leurs homologues employés d'État. On mesure toute la légitimité du mécontentement de nos confrères quant à l'iniquité de cette situation qui

constitue à leurs yeux une réelle violation au principe d'égalité des citoyens devant le service public de la justice. Néanmoins, selon Mme Madanska, le ministre de la justice se félicite de l'action des huissiers de justice, nécessaire au respect de la loi. Sur le plan national, l'exécution forcée doit encore être améliorée et, bien évidemment, le rôle des huissiers de justice privés est déterminant pour atteindre cet objectif, comme il ne cesse de l'être depuis 2005 – date d'introduction de l'huissier de justice privé – où de grands progrès ont été enregistrés dans ce domaine de l'exécution des décisions de justice. Dans un registre voisin, le ministère de la justice se réjouit du rayonnement des huissiers de justice privés qui ont inspiré d'autres États tels que l'Ukraine ou l'Albanie. Enfin, dans ses ultimes propos, l'intervenante devait inviter la chambre nationale à accentuer les mesures de contrôle financier sur l'ensemble de la profession.

À son tour, Sabrie Sapundjeyeva, vice-ministre de la justice affirmait tout le confort que lui procurait sa présence parmi la profession. Elle mettait en exergue l'ensemble des travaux réalisés depuis la mise en œuvre de la réforme de la profession, réforme pour laquelle il convenait d'accorder un brevet de satisfaction d'ensemble, en englobant, plus particulièrement, la Chambre nationale, les médias, l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice des Pays Bas. L'amélioration du processus disciplinaire devait constituer le substrat de l'allocation de la vice-ministre assurant être, elle-même, « *une partie de votre équipe* » et de surcroît, très attachée à « *faire des huissiers de justice une profession propre* » à la mesure de la bonne opinion qu'elle diffuse dans la population.

La réforme bulgare, l'une des meilleures réalisées

Parmi les orateurs qui se succédèrent, M. Chanachev, vice président de la Cour suprême, et M. Tanev, président de l'Association nationale des notaires, devaient mettre l'accent sur la qualité des relations qui les unissaient avec la profession. L'effectivité de l'exécution des décisions, le rôle important des huissiers de justice dans l'administration de la justice, la difficulté de leurs missions, leur adaptation aux nouvelles règles résultant de la réforme du Code de procédure civile « *tout autant de défis qu'il leur faut relever... mais la Cour Suprême déploie elle même une grande activité pour en parfaire l'appréhension* »... devait conclure M. Chanachev.

Pendant l'ouverture de l'assemblée générale – During the opening of the General Meeting





Eric Vincken, senior-project manager du CILC, devait parler de l'extension de la profession à statut privé, de l'intérêt qu'elle suscite en Serbie, Croatie, Albanie... en insistant sur le caractère référentiel du système bulgare, au demeurant très apprécié des interlocuteurs étrangers, « *ce qui démontre que la réforme bulgare était l'une des meilleures réalisées* ». L'objectif maintenant, selon Eric Vincken, est d'attirer d'autres États en les faisant profiter de « *l'expérience bulgare*... » Revenant sur le programme de coopération conduit depuis septembre par les autorités du pays, les huissiers de justice bulgares et le CILC, Eric Vincken devait affirmer que ce programme serait prolongé vers de nouveaux objectifs qui trouveraient leur fondement dans un renforcement de l'autorité de la chambre bulgare dans l'organisation de la profession. Evoquant le schéma-cadre du programme de coopération, l'intervenant devait viser successivement, la formation, le code de déontologie, l'informatique, et les nouvelles technologies pour lesquels les travaux avaient déjà commencé. L'ultime sujet de préoccupation devait porter sur la communication et l'intérêt de propager une bonne image de l'huissier de justice.

Enfin, dernier intervenant, le président Georgi Ditchev, lequel dans son rapport d'activités, devait présenter un compte rendu complet des trois dernières années correspondant à la période du mandat du bureau sortant. « *En 2005, un groupe a rêvé d'un projet ambitieux : mettre en place un régime d'exécution forcée établi sur la base d'une profession d'huissier de justice privé* ». C'est par cette introduction que le président Ditchev a abordé son allocution articulée autour d'une rétrospective ayant pour point d'origine l'adoption de la loi sur les huissiers de justice votée après un amendement déposé par la profession et visant à réduire les pouvoirs des autorités publiques. En 2006, les huissiers de justice ont poursuivi les travaux en vue de promouvoir l'amélioration du système. Malgré les difficultés de différente nature qui se sont manifestées, le projet définitif, grâce à l'appui décisif du médiateur, a pu voir le jour sous la forme, privée et publique, de l'huissier de justice et de l'agent fonctionnaire, soit, un double système dont les effets pervers ont été précédemment dénoncés. Manifestement, au début, l'idée du gouvernement était de repousser les huissiers de justice privés. Toutefois, la politique conduite par ces derniers qui privilégiaient le développement de relations de qualité avec les acteurs des secteurs économiques et les médias, ainsi qu'avec le ministère de l'intérieur, devait contribuer à favoriser l'émergence de l'huissier de justice privé sur son concu-

rent issu du secteur public. Au demeurant, sur le plan de l'activité, l'huissier de justice privé devait s'avérer très rapidement plus efficace et mieux organisé (informatique) que son concurrent fonctionnaire. Simultanément la Chambre nationale lançait une vaste campagne de communication en proposant un film (« *L'image de l'huissier de justice dépend de vous* ») et en se constituant un profil international en adhérant à l'UIHJ. Dans son propos le président Ditchev devait d'ailleurs remercier chaleureusement l'UIHJ pour son soutien et pour l'aide qu'elle lui avait apportée tout au long de son action.

Un futur code de déontologie pour les huissiers de justice bulgares

Après le passé... le présent. L'actualité devait tout d'abord commencer par une volée de félicitations à l'égard des confrères pour l'évolution très positive des statistiques en matière de recouvrement et par un satisfecit très appuyé sur les performances économiques... « *Grâce à vous, la Bulgarie enregistre un système d'exécution forcée de qualité* ».

Au rayon des projets en cours, le président s'attardait sur le futur code de déontologie dont le texte devait être présenté au cours de cette rencontre. Optimisation du travail des offices, recouvrement des impayés de l'État, solidarité accrue entre les huissiers de justice, renforcement des relations internationales, tels devaient être les ultimes points abordés par Georgi Ditchev avant de clôturer par de chaleureux propos adressés à Aneliya Glavanova, l'incontournable directrice administrative, véritable cheville ouvrière de la chambre nationale : « *que je continue à demeurer président c'est une chose, mais faites que Aneliya reste encore longtemps parmi nous* ». Pouvait-il exister meilleur hommage ?

Le programme du congrès devait s'étendre tout au long de la journée sur les grands thèmes qui effleurent les préoccupations présentes des huissiers de justice bulgares. D'abord le code de déontologie dont le contenu a été adopté dans sa quasi-intégralité. Ensuite les questions relatives à l'assistance mutuelle pour les huissiers de justice dans le besoin (adopté à l'unanimité). Enfin les élections avec la réélection du président Ditchev pour trois années (le statut prévoit une possibilité de deux mandats de trois ans). D'autres dispositions d'importances variables devaient encore être arrêtées :

- la cotisation (doublée) à 600 euros par huissier de justice ;
- la création d'un registre des débiteurs ;
- la formation qui oblige chaque huissier de justice à subir annuellement un cycle de formation sous peine de sanction disciplinaire allant jusqu'à la suspension temporaire.

C'est très tard dans la nuit, à 1 heure du matin, que devait s'achever cette assemblée générale marquée par une très forte motivation des huissiers de justice bulgares avides de se hisser très rapidement au meilleur niveau. L'UIHJ adresse toutes ses félicitations au président Ditchev pour sa brillante réélection.



Georgi Ditchev, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie
— President of the National Chamber of Judicial Officers of Bulgaria



3rd General Meeting of the National Chamber of Judicial Officers of Bulgaria

The President of the UIHJ, Jacques Isnard, Took Part on January 31st, 2009 in Sofia, in the 3rd General Meeting of the National Chamber of Bulgarian Judicial Officers.

The Interest Shown by the Minister of Justice for Private Judicial Officers

It is in the conference room of the Sheraton hotel in Sofia that the 3rd general meeting of the liberal judicial officers of Bulgaria opened. The majority of the 163 fellow-members making the current body of Bulgarian judicial officers had taken seat among the assistance which also comprised high ranking personalities, including Mrs. Sabrie Sapundjeyva, vice Minister for justice, Jacques Isnard, president of the UIHJ, Nelly Masanska, chief inspector of the ministry for justice, representing the Minister for justice, Semeon Chanachev, Vice-President of the Supreme court of Bulgaria and Dimitav Tanev, president of the national Chamber of notaries. Among the guests, the remarkable presence of Eric Vincken, project manager of the Center for Legal International Co-operation (CILC) and Jos Uithehaag, first quaestor of the Committee of the UIHJ.

In her speech, in the name of the Minister for justice, Nelly Madanska was to stress the interest shown by the minister for private judicial officers. It should, indeed, be recalled that Bulgaria holds the characteristic to count two bodies of competitor judicial officers. One is liberal while the other is civil servant. Both exert the same functions with the same tariffs except that the tariff of liberal judicial officers includes VAT. Which is not the case of their State employed counterparts. One measures all the legitimacy of the dissatisfaction of our fellow-members as regards the iniquity of this situation which constitutes in their eyes a real violation of the principle of equality of citizens before the public service of justice. Nevertheless, according to Mrs. Madanska, the Minister for justice is pleased with the action of the judicial officers, necessary to the respect of the law.

On a national level, forced enforcement must still be improved and, obviously, the role of private judicial officers is decisive to achieve this goal, as it is since 2005 — date of introduction of the private judicial officer — that great progress was recorded in this field of enforcement of legal decisions. In a similar register, the ministry for justice is delighted by the influence of private judicial officers which inspired other States such as Ukraine or Albania. Lastly, in her ultimate remarks, the speaker was to invite the national chamber to accentuate financial control measures on the whole of the profession.

In her turn, Mrs. Sabrie Sapundjeyva, vice-minister of justice affirmed all the comfort of being amongst the profession. She put forward the whole of the work completed since the implementation of the reforms of the profession, reforms for which the general satisfaction was undeniable, including, more particularly, the National Chamber, the medias, the UIHJ and the national Chamber



Sabrie Sapundjeyva, vice ministre de la justice de Bulgarie – Vice-Minister for justice of Bulgaria

of the judicial officers of the Netherlands. The improvement of the disciplinary process was to constitute the basis of the short speech of the vice-minister ensuring to be, herself, “*part of your team*” and in addition, very concerned in “*turning judicial officers into a clean profession*” with the measurement of the good opinion that she diffuses in the population.

The Bulgarian Reform, One of Best Carried Out

Among the speakers who followed one another, Mr. Chanachev, vice-president of the Supreme Court, and Mr. Tanev, president of the National association of notaries, were to stress the quality of the relations which linked them with the profession. The efficiency of execution of decisions, the leading role of the judicial officers in the administration of justice, the difficulty of their missions, their adaptation to the new rules resulting from the reform of the Code of civil procedure “*as many challenges they have to take... but the Supreme court develops a great activity to improve its apprehension*”, was to conclude Mr. Chanachev.

Eric Vincken, senior-project manager of CILC, was to speak about the extension of the private statute profession, of the interest raised in Serbia, Croatia, Albania..., while insisting on the character of reference of the Bulgarian system, moreover very appreciated by foreign stakeholders, “*which shows that the Bulgarian reform is one of best carried out*”... The objective now, according to Eric Vincker, is to attract other States by making them benefit from “*the Bulgarian experience...*” Reconsidering the cooperation program undertaken since September by the authorities of the country, the Bulgarian judicial officers and CILC, Eric Vincken was to affirm that this program would be prolonged towards new objectives which would find their base in a reinforcement of the authority of the Bulgarian chamber in the organization of the profession. Evoking the scheme-work of the cooperation program, the speaker was to aim successively at training, a code of conduct, data processing, and new technologies for which work had already started. The ultimate subject of concern was to relate to communication and the interest to propagate a good image of the judicial officer.

Georgi Ditchev, President of the National chamber of the judicial officers of Bulgaria, was the last to talk. In his management report, he presented the last



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – Jacques Isnard, President of the UIHJ

three years in a complete report corresponding to the period of the mandate of the outgoing board. *"In 2005, a group dreamed of an ambitious project: to set up a mode of enforcement established on the basis of an occupation of private judicial officer"*. It is by this introduction that President Ditchev approached his short speech articulated around a retrospective having for origin the adoption of the law on judicial officers voted after an amendment deposited by the profession and aiming at reducing the capacities of the public authorities. In 2006, the judicial officers continued work in order to promote the improvement of the system. In spite of the difficulties of different nature which appeared, the final draft, thanks to the decisive support of the mediator, could be born in the – private and public – form of the judicial officer and of the civil servant agent, that is to say, a double system of which the perverse effects were previously denounced. Obviously, at the beginning, the idea of the government was to push back private judicial officers. However, the policy led by the latter privileging the development of quality relations with actors of the economic sectors and media, as well as with the ministry for Internal Affairs, was to contribute to support the emergence of liberal judicial officer on his competitor from the public sector. Moreover, in the field of the activity, the private judicial officer was to prove very quickly more effective and better organized (data-processing) than his civil servant competitor. At the same time the National Chamber launched a vast campaign of communication by proposing a film (*"The image of the judicial officer depends on you"*) and by constituting an international profile as a member of the UIHJ. In his speech, President Ditchev was to warmly thank the UIHJ for its support and the assistance it had brought to him throughout its action.

A Future Code of Conduct for the Bulgarian Judicial Officers

After the past, the present. The topicality was first of all to start with many congratulations for the fellow-members for the very positive evolution of

statistics as regards enforcement and by a good report on economic performances... *"Thanks to you Bulgaria records a quality system of enforcement"*. On the subject of work in progress, the president focused on the future code of conduct whose draft text was to be presented during the meeting. Optimization of the work of offices, collecting of unpaid States debts, increased solidarity between judicial officers, reinforcement of international relations, such were to be the ultimate points approached by Georgi Ditchev before enclosing by cordial remarks addressed to Aneliya Glavanova, the "impossible to circumvent" administrative director, true core of the national chamber: *"Whether I continue to remain president is one thing, but may Aneliya still remain a long time among us"*. Could there be a better homage?

The program of the conference was to extend throughout the day on broad topics of current concern for Bulgarian judicial officers. One finds initially the code of conduct whose contents was adopted in its quasi-integrity. Then questions relating to mutual assistance for judicial officers in the need (adopted unanimously). Finally elections with the re-election of president Ditchev for three years (the statute envisages a possibility of two three years mandates). Other provisions of variable importance were to still be voted:

- the contribution, doubled to 600 Euros per judicial officer;
- the creation of a register of debtors;
- and training which obliges each judicial officer to annually undergo a training cycle under penalty of disciplinary action up to temporary suspension.

The general meeting ended very late at night, at 1.am. It was marked by a very strong motivation of the Bulgarian judicial officers, eager to reach very quickly the highest level. The UIHJ addresses its warm congratulations to President Ditchev for his brilliant re-election.

Jacques Isnard et/with Sabrie Sapundjieva

